

L'enseignement confessionnel contesté

Deux députés fribourgeois demandent de sortir l'heure – facultative – d'enseignement confessionnel du programme scolaire. Le 1^{er} mai, les représentants des Eglises catholique et réformée l'ont défendue devant la conseillère d'Etat en charge du dossier. Elle est indispensable, disent les spécialistes.



© Keystone

Si le cours d'éthique et cultures religieuses n'est aucunement remis en question par les élus, il ne saurait remplacer, aux yeux des spécialistes du champ religieux, les apports propres à un enseignement confessionnel. «Un cours d'éthique ou d'histoire des religions reste au niveau des connaissances intellectuelles», formule Frédérique Seidel, conseillère spéciale pour les droits de l'enfant auprès du Conseil œcuménique des Eglises. Il laisserait ainsi de côté «l'invitation à découvrir en soi la voix de Dieu ainsi que l'énorme soutien qu'apporte ce lien en toutes circonstances». Même son de cloche du côté d'Hansjörg Schmid, professeur d'éthique interreligieuse et directeur du Centre suisse islam et société à l'Université de Fribourg. «Un enseignement confessionnel permet également de réfléchir de manière critique sur ses propres racines et son identité, expose-t-il. D'un point de vue pédagogique, offrir cette complémentarité me semble une option optimale.»

La coexistence de ces deux enseignements n'est pas redondante, selon Ni-

cole Awais, chargée de cours à l'Université de Fribourg. «C'est un autre regard sur une même réalité. Le premier amène un regard socio-historique, soit extérieur, sur les religions. Le second, tel que nous le pratiquons depuis une dizaine d'années, offre un espace de réflexion, de débat et de positionnement personnel», explique celle qui est aussi responsable du service formation de l'Eglise évangélique réformée du canton de Fribourg. Pour celle-ci, l'enseignement confessionnel est «essentiel pour le développement de l'enfant et des jeunes afin de respecter leur droit à une liberté religieuse en connaissance de cause et de leur donner les outils pour lutter contre toutes les formes de fondamentalisme».

Analphabétisme religieux

Dans la même optique, Hansjörg Schmid estime également qu'il est «de l'intérêt de la société de lutter contre l'analphabétisme religieux». Et de citer les expériences qui ont été faites en Belgique, en Allemagne et en Autriche pour inclure l'enseignement confessionnel islamique dans les écoles: «Il

permet une sorte de contrôle de qualité sur les enseignements prodigués. Il permet également de faire le lien entre les questions existentielles des enfants et des jeunes avec leur héritage religieux».

Et que penser des parents qui se refusent à donner une éducation religieuse à leur enfant pour protéger leur liberté religieuse? «Pour pouvoir exercer sa liberté religieuse, il est nécessaire de connaître au mieux les contenus du choix qui est proposé», pointe Frédérique Seidel. «Sinon ce n'est pas un choix, mais du hasard», complète Nicole Awais. «Ne pas donner d'éducation religieuse, c'est déjà en donner une», souligne à son tour le psychologue de la religion Pierre-Yves Brandt qui enseigne à l'Université de Lausanne. Et de préciser que «les jeunes sont de toute manière impactés par toutes sortes de systèmes de croyances. Par les jeux vidéo et les dessins animés, mais également par des représentations du monde complotistes ou des discours écologiques sur la Terre Mère qui se venge. On ne peut pas les laisser se situer seuls par rapport à tout ça.» |